

Autorisation des CASP dans le cadre de MiCa

L'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) a publié le 31 janvier 2025 un Supervisory Briefing dans le but d'aider les autorités nationales compétentes (ANC) à appliquer une approche harmonisée en ce qui concerne l'autorisation des CASP (Prestataires de Services sur Crypto-Actifs ou PSCA en français) en vertu du règlement MiCA sur les marchés de crypto-actifs. Cette version publique vise également à fournir des orientations aux acteurs du marché et à assurer la transparence des processus liés à l'autorisation des CASP.

Le Supervisory Briefing décrit les principes d'évaluation des risques, les exigences en matière de substance et de gouvernance, les règles d'externalisation, les évaluations de l'honorabilité et de la compétence et les attentes en matière de plan d'affaires attendus pour l'autorisation des CASP.

Approche fondée sur les risques

Aucun CASP n'est et ne doit être considéré comme présentant un risque faible dans le cadre d'une approche fondée sur les risques, en raison du secteur et de son historique réglementaire limité, des risques liés à l'exposition des investisseurs de détail dans l'environnement financier actuel et des risques associés à la criminalité financière.

Parmi les facteurs qui déclenchent une surveillance accrue en raison de l'augmentation du risque, les principaux éléments sont les suivants :

- > Les CASP ayant une base d'utilisateurs importante, avec plus d'un million d'utilisateurs actifs par an ou un bilan de 3 milliards d'euros ;
- > Les structures de groupe complexes liées aux CASP opérant dans des cadres juridiques multiples tels que la MiFID, les EME et d'autres, ou avec de nombreuses filiales ;
- > Les activités transfrontalières, c'est-à-dire les CASP comptant plus de 200 000 utilisateurs actifs annuels en dehors de leur État membre d'origine ;
- > Des rôles significatifs sur le marché, tels que les grandes plateformes de négociation et les fournisseurs de services de conservation qui fournissent des services à d'autres CASP ;
- > Les CASP dit multifonctionnels offrant de multiples services sur crypto-actifs qui sont considérés comme présentant des risques accrus de conflits d'intérêts (pour plus d'informations, veuillez-vous référer à notre document dédié au document ESMA35-1872330276-2021 - ESMA Opinion on regulatory technical standards specifying certain requirements in relation to conflicts of interest for crypto-asset service providers under the Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA) publié par l'ESMA le 24 janvier 2025) ;
- > Les CASP émettant des ART (Asset-Referenced Tokens) ou des EMT (Electronic Money Token) en relation avec leur intégration et les services qu'ils fournissent ;
- > L'externalisation considérée comme présentant un niveau élevé, avec pour conséquence sous-jacente qu'une externalisation excessive peut entraîner une perte de surveillance réglementaire et/ou des risques opérationnels.

Autorisation des CASP dans le cadre de MiCa

Exigences en matière de gouvernance et de substance

Les CASP doivent démontrer une présence réelle et, dans certains cas, une autonomie de décision pour les entités situées dans l'UE au sein d'un groupe international. Parmi les éléments attendus, au moins un membre du conseil d'administration doit résider dans le pays européen où l'autorisation a été demandée. Les CASP doivent démontrer qu'ils disposent d'un personnel local suffisant pour assurer la conformité et le contrôle opérationnel. Les CASP doivent également prendre les décisions clés dans l'UE et éviter qu'elles ne soient dictées par des entités mères à l'étranger.

En ce qui concerne les conseils d'administration et la manière dont ils sont structurés, le directeur général d'un CASP doit consacrer 100 % de son temps à des tâches liées au CASP lui-même. Les membres du conseil d'administration doivent également éviter les conflits de rôles en lien avec les sociétés mères.

Contrôle interne, conformité et gestion des risques

Les CASP doivent mettre en place des contrôles internes solides afin de gérer les risques liés à la criminalité financière, à l'intégrité du marché et à la cybersécurité. Les principales attentes sont de définir clairement leur appétit pour le risque et de mettre en place des cadres de surveillance adéquats avec des fonctions solides de conformité et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que des audits internes périodiques avec des rapports sur les risques au niveau du conseil d'administration.

Externalisation

Les CASP doivent garder le contrôle direct des fonctions critiques et éviter une externalisation excessive. Les fonctions critiques telles que la conformité, le risque ou l'infrastructure TIC doivent rester sous le contrôle direct des CASP. L'externalisation dans un pays tiers doit également faire l'objet d'une attention particulière et d'un examen minutieux afin de garantir le respect de toutes les réglementations européennes applicables.

Évaluation de l'honorabilité et de la compétence

L'expérience, l'intégrité et l'adéquation des membres du conseil d'administration et des fonctions clés des CASP doivent être évaluées. Si nécessaire, un soutien peut être apporté par des professionnels de la finance expérimentés dans les cas présentant un manque d'expérience pour les personnes identifiées aux responsabilités et/ou rôles clés.

Le Supervisory Briefing indique que les ANC doivent prendre en compte les violations passées des règles de surveillance dans l'UE et au niveau international. Elles doivent également suivre les procédures pénales en cours concernant les CASP et/ou leurs dirigeants.

Exigences en matière de plan d'activité

Les CASP doivent fournir des projections réalistes sur trois ans avec des étapes intermédiaires claires, des plans d'urgence en cas de baisse des revenus et la démonstration de la viabilité financière et des contrôles des risques.

Autorisation des CASP dans le cadre de MiCa

Notifications et transparence

Un registre public des CASP doit être tenu par les ANC afin d'informer les utilisateurs des prestataires de services autorisés.

Les demandes d'autorisation incomplètes doivent être rejetées à l'issue d'un délai d'examen strict.

Points clés et à retenir

Les exigences sont plus strictes et les entreprises sous contrôle étranger font également l'objet d'une plus grande attention en ce qui concerne leur approbation potentielle pour l'autorisation d'un CASP. Des règles de gouvernance plus strictes sont attendues, avec des limitations sur l'externalisation et des cadres de risque renforcés pour les CASP.

Il est également à constater que ce Supervisory Briefing met en évidence certains éléments qui s'alignent sur des principes plus larges du secteur financier, tels que ceux de MiFID et de DORA.

Sources et liens :

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-provides-guidance-mica-best-practices>

Authorisation of CASP under MiCa

The European Securities and Markets Authority (ESMA) issued on 31 January 2025 a Supervisory Briefing with the aim to help National Competent Authorities (NCAs) apply a harmonised approach in relation to the authorisation of CASPs under the Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA). This public version also aims to provide some guidance to market participants and transparency in the processes related to the authorisation of CASPs.

The Supervisory Briefing outlines risk assessment principles, substance and governance requirements, outsourcing rules, fit and proper assessments, and business plan expectations in relation to the authorisation of CASPs.

Risk-based approach

No CASPs are and should be considered low risk in relation to a risk-based approach due to the sector and its limited regulatory history, the risks related to retail investor exposure in this financial environment, and the risks associated with financial crime.

Among the factors that trigger enhanced scrutiny due to increasing risk, the main elements are:

- > Casps with large user base, with over 1 million yearly active users or a balance sheet of 3 billion euros;
- > Complex group structures related to CASPs operating under multiple legal frameworks such as MiFID, EMI and others, or with many subsidiaries;
- > Cross-border activities meaning CASPs with more than 200,000 yearly active users outside their home Member State;
- > Significant market roles such as major trading platforms and custody providers providing services to other CASPs;
- > Multi-functional CASPs offering multiple crypto services are considered to present increased risks of conflicts of interest (for more information, please refer to our dedicated paper about document ESMA35-1872330276-2021 - ESMA Opinion on regulatory technical standards specifying certain requirements in relation to conflicts of interest for crypto-asset service providers under the Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA) issued by ESMA on 24 January 2025);
- > CASPs issuing ARTs (Asset-Referenced Tokens) or EMTs (Electronic Money Tokens) in relation to their integration and the services they provide;
- > Outsourcing which is seen as high level with the underlying consequences that excessive outsourcing can lead to loss of regulatory oversight and/or operational risks.

Authorisation of CASP under MiCa

Governance and substance requirements

CASPs are expected to demonstrate a real presence and, in certain cases, autonomy in decision-making for entities located in the EU. Among the elements expected, at least one executive board member must reside in the European country where the authorisation has been asked. CASPs must demonstrate that they have sufficient local staff in order to ensure compliance and operational control. CASPs are also expected to make key decisions in the EU and avoid having them dictated by parent entities abroad.

Regarding boards and the way they are structured, the CEO of a CASP is expected to dedicate 100% of his/her time to duties related to the CASP itself. Conflicting roles in parent companies should also be avoided for board members.

Internal control, compliance and risk management

CASPs are expected to establish robust internal controls with the aim of managing financial crime, market integrity, and cybersecurity risks. The main key expectations are to clearly define their risk appetite and set up adequate monitoring frameworks with strong compliance and AML/CTF functions, and periodic internal audits with board-level risk reporting.

Outsourcing

CASPs are expected to keep direct control of critical functions and avoid excessive outsourcing. Critical functions such as compliance, risk or ICT infrastructure are expected to remain under the direct control of CAPs. Third-country outsourcing also requires extra attention and scrutiny to ensure compliance with all applicable European regulations.

Fit and proper assessment

Board members and key functions of the CAPs must be assessed for experience, integrity, and suitability. If necessary, support can be provided by experienced finance professionals in cases where there is a lack of experience for people identified with key roles and/or responsibilities.

The Supervisory Briefing indicates that NCAs should consider past supervisory violations in the EU and internationally. They are also expected to monitor ongoing criminal proceedings involving CASPs and/or their leadership.

Business plan requirements

CASPs are expected to provide realistic three-year projections with clear intermediate milestones, contingency plans in case of lower revenue, and demonstration of financial viability and risk controls.

Notifications and transparency

A public register of CASPs must be maintained by NCAs in order to inform users of authorised service providers.

Incomplete authorisation applications must be rejected after a strict time review timeline.

Authorisation of CASP under MiCa

Key points and takeaway

Requirements are made stricter, and foreign-controlled firms are also given stronger attention regarding their potential approval for CASP authorisation. Stronger governance rules are expected, with limitations on outsourcing and enhanced risk frameworks for CASPs.

We can also see that this Supervisory Briefing highlights some elements that align with broader financial sector principles, such as those under MiFID and DORA.

Sources and links:

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-provides-guidance-mica-best-practices>